

DEPARTEMENT DU GARD

SEANCE PLENIERE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Séance du 11 octobre 2024

DELIBERATION N° 2

DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES RESSOURCES INTERNES

DIRECTION DES FINANCES

Extrait de la réunion du 11 octobre 2024

ETAIENT PRESENTS

M. Rémy BACHEVALIER, Mme Laurence BARDUCA-FAUQUET,
M. Christian BASTID, M. Jean-Charles BENEZET,
Mme Carole BERGERI, M. Gérard BLANC, M. Denis BOUAD,
M. Vincent BOUGET, Mme Léa BOYER, M. Ghislain CHASSARY,
Mme Cathy CHAULET, M. Robert CRAUSTE, M. Martin DELORD,
Mme Muriel DHERBECOURT, Mme Isabelle FARDOUX-JOUE,
Mme Pascale FORTUNAT-DESCHAMPS, M. Jean-Pierre FUSTER,
M. Olivier GAILLARD, Mme Véronique GARDEUR-BANCEL,
Mme Maryse GIANNACCINI, Mme Valérie GUARDIOLA, M. Marc LARROQUE,
Mme Françoise LAURENT-PERRIGOT, M. Patrick MALAVIEILLE,
Mme Hélène MEUNIER, Mme Elisabeth MONDET, M. Rémi NICOLAS,
Mme Sylvie NICOLLE, Mme Bérengère NOGUIER, Mme Nathalie NURY,
M. Bruno PASCAL, Mme Marie-Christine PEYRIC, M. Alexandre PISSAS,
M. Julien PLANTIER, M. Philippe RIBOT, Mme Sophie ROULLE,
Mme Huguette SARTRE, M. Patrick SCORSONE, M. Christophe SERRE,
M. Richard TIBERINO, M. Eddy VALADIER

PROCURATIONS

Mme Dominique ANDRIEU-BONNET donne procuration à Mme Bérengère NOGUIER
Mme Pascale BORIES donne procuration à M. Rémy BACHEVALIER
Mme Amal COUVREUR donne procuration à Mme Nathalie NURY
M. Frédéric GRAS donne procuration à Mme Muriel DHERBECOURT
Mme Valérie MEUNIER donne procuration à Mme Léa BOYER

ABSENTS EXCUSES

**BUDGET PRIMITIF 2025 - BUDGET ANNEXE DU CENTRE D'ACTION
MEDICO-SOCIAL PRECOCE (CAMSP) DE NIMES**

N° 2

SEANCE PLENIERE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

- VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.3311-1 à L. 3313-1, et les articles R.3311-2 à R.3313-8,
- VU** le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles R.314-3 et suivants relatif à la décision d'autorisation budgétaire et de tarification,
- VU** l'instruction budgétaire et comptable M22 applicable aux établissements et services publics sociaux et médico-sociaux,
- VU** la délibération n°12 du Conseil général en date du 26 octobre 2006, décidant la création d'un budget annexe au Budget du Département à compter de l'exercice 2007, pour les interventions du Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP) de Nîmes ; ce budget annexe est présenté selon les règles du plan comptable M22,
- VU** la délibération n°03 du Conseil départemental en date du 1^{er} décembre 2023, adoptant le règlement financier et budgétaire du Conseil départemental,
- VU** la délibération n°81 du Conseil départemental en date du 18 octobre 2018, relative à la constitution de provisions réglementées au budget annexe du CAMSP,
- VU** la délibération n°09 du Conseil départemental en date du 15 décembre 2020, relative à la constitution de provisions 2020 au budget annexe du CAMSP,
- VU** la délibération n°09 du Conseil départemental en date du 28 juin 2024, adoptant le Compte administratif de l'exercice 2023 du Budget annexe du CAMSP de Nîmes qui présente le résultat de l'exécution de ce budget,
- VU** la décision tarifaire n°12793 en date du 12 juillet 2024 fixant à titre transitoire la dotation globale du CAMSP pour 2025,

- VU** le rapport n° 102 de Madame la Présidente du Conseil départemental,
- VU** la réunion de la Commission finances et administration générale en date du 7 octobre 2024,
- VU** les pièces du dossier,

Entendu le Rapporteur, Monsieur Rémi NICOLAS,

- Considérant** que le CAMSP de Nîmes est un établissement médico-social géré par le Département,
- Considérant** que les propositions budgétaires doivent être transmises aux autorités de tarification au plus tard le 31 octobre de l'année qui précède celle à laquelle elles se rapportent, soit avant le 31 octobre 2024 pour l'exercice 2025,
- Considérant** que la dotation globale de financement du CAMSP de Nîmes ne permet pas de couvrir l'intégralité des charges de fonctionnement de la structure, et que jusqu'à présent, une partie de ces charges restait à la charge du Département, sans être imputée au budget de l'établissement,
- Considérant** que la répartition prévue par la réglementation, soit 80% Assurance Maladie, 20% Département, n'était respectée qu'artificiellement,

Considérant que le montant des dépenses prévisionnelles pour 2025 doit donc être réévalué à sa juste réalité,

Considérant qu'il convient de solliciter une augmentation de la dotation globale de financement auprès des autorités de tarification pour couvrir les dépenses de fonctionnement,

A L'UNANIMITE,

DELIBERE

ARTICLE 1 :

Est approuvé le Budget Primitif 2025 du Centre d'Action Médico-Social Précoce (CAMSP) de Nîmes (*tel que présenté en annexe 1 et 3*) , dont l'équilibre s'établit, en dépenses et en recettes à :

- **1 080 425,43 €** en fonctionnement,
- **9 500,00 €** en investissement.

ARTICLE 2 :

Est approuvé le rapport budgétaire du budget prévisionnel 2025 du CAMSP à adresser aux autorités de tarification (*tel que présenté en annexe 2*).

ARTICLE 3 :

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de son entrée en vigueur, d'un recours administratif auprès de Madame la Présidente du Conseil départemental du Gard, 3 rue Guillemette 30044 Nîmes Cedex 9, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes, 16 avenue Feuchères 30000 Nîmes.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME

LA PRESIDENTE,



Acte rendu exécutoire compte tenu de :

- La publication le : 17-10-2024
- La transmission au représentant de l'Etat le : 17-10-2024
- N° AR 030-223000019-20241011-lm1X010001aa47-DE